



## Rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires

Le Directeur Général de l'IEDOM a remis fin juin au Ministre de l'Économie et des Finances le deuxième rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEDOM, couvrant la période d'octobre 2011 à octobre 2012. Ce rapport a été publié le 4 juillet 2013 en même temps que ceux de l'IEOM et du CCSF. Les principaux enseignements en sont les suivants :

- dans toutes les géographies de la zone IEDOM sauf à La Réunion, les tarifs bancaires ont été majoritairement orientés à la hausse ;
- pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent moins élevés dans les DOM qu'en métropole ;
- les frais de tenue de compte demeurent une spécificité des DOM (la plupart des établissements en perçoivent), même s'ils commencent à se développer en métropole.

- [Le rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEDOM](#)

- [Le Rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires 2013 du CCSF](#)

- [Le communiqué de presse du Ministère de l'économie et des finances](#)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

### Union européenne

#### 1 – BCE

Lors de sa réunion du 4 juillet 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « les informations disponibles ont confirmé notre précédente évaluation. Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Notre politique monétaire vise à maintenir une orientation accommodante dans la mesure justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise de l'activité économique qui devrait intervenir plus tard dans l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation se fonde sur le maintien, à moyen terme, de perspectives d'inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie réelle et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). S'agissant de l'analyse monétaire, les données récentes confirment l'atonie des évolutions de la monnaie et, en particulier, du crédit (...). Le taux de variation annuel des prêts au secteur privé est resté négatif. (...) Depuis l'été 2012, des progrès considérables ont été accomplis en termes d'amélioration des conditions de financement des banques et, notamment, de renforcement de la base de dépôts domestiques dans un certain nombre de pays en proie à des difficultés. Cette évolution a contribué à réduire la dépendance à l'égard du financement de l'Eurosystème, comme en témoignent les remboursements effectués actuellement au titre des opérations de refinancement à long terme d'une durée de trois ans. Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement dans les pays de la zone euro, il est essentiel que la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro continue à diminuer et que la résilience des banques soit renforcée lorsque c'est nécessaire. De nouvelles avancées décisives dans la mise en place d'une union bancaire permettront d'atteindre cet objectif. En particulier, le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et un mécanisme de résolution unique (MRU) constituent des éléments essentiels dans le processus de retour vers un système bancaire intégré et doivent donc être mis en place rapidement. ».

#### 2 – Parlement européen

Lors du 1<sup>er</sup> jour de la session plénière du Parlement du 1<sup>er</sup> au 4 juillet, l'Union européenne a accueilli la Croatie en tant que 28<sup>ème</sup> État membre. La Croatie a été un pays candidat à l'adhésion pendant 10 ans et a pris part à un long processus de négociation durant 6 ans. En parallèle, à compter de cette date, la Hrvatska narodna banka, la banque centrale nationale de la Croatie, fait partie du Système européen de banques centrales (SEBC) et son gouverneur est membre du Conseil général de la Banque centrale européenne (BCE).

#### 3 – Eurostat

Eurostat a publié, le 2 juillet, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,2 % en mai 2013, en hausse par rapport au taux de 12,1% relevé en avril. Dans l'UE27, le taux de chômage a été de 11,0 %, stable par rapport au mois précédent. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à mai 2012, où ils se situaient respectivement à 11,3 % et 10,4 %.

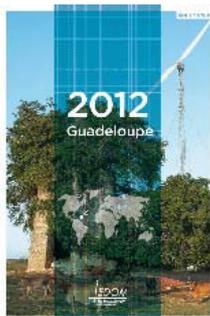
### Actualité législative

#### Publications au Journal Officiel

1- Ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement <http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027617519&dateTexte=&categorieLien=id>

Du fait de l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014, d'un règlement européen qui sera d'application directe en droit interne, et qui harmonisera la notion d'établissement de crédit au niveau communautaire, l'ordonnance crée un nouveau statut national de société de financement. Le régime législatif de ces sociétés s'inspire autant que possible de celui des établissements de crédit. L'ordonnance supprime au sein des établissements de crédit la catégorie de société financière ainsi que celle d'institution financière spécialisée et crée celle d'établissement de crédit spécialisé. Cette ordonnance entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## Publication du rapport annuel 2012 de l'IEDOM, fascicule Guadeloupe



Le rapport annuel 2012 (édition 2013) de l'IEDOM est paru et a été présenté à la presse le 20 juin 2013 lors d'une conférence commune avec l'INSEE. Ce rapport présente les caractéristiques structurelles de l'île et dresse un panorama de son économie, avant de détailler les secteurs d'activité et l'évolution monétaire et financière en 2012.

L'économie guadeloupéenne, toujours fragile, n'a pu conforter en 2012 le rattrapage entrepris depuis la crise de 2009. La reprise, faute de s'affermir, reste trop modeste pour faire refluer le chômage, qui se maintient à un niveau élevé (22,9 %). L'exercice 2012 est caractérisé, à l'exception d'un premier trimestre bien orienté, par un retournement de tendance qui a éloigné les espoirs d'une consolidation rapide de la sortie de crise. Les différents indicateurs ont fait ressortir au total une activité sans souffle et mis en évidence les difficultés de nombreux acteurs économiques, que ce soit dans le secteur du BTP ou encore au sein des TPE guadeloupéennes.

Dans un contexte économique difficile et un environnement réglementaire en forte évolution, le système bancaire a toutefois continué à assurer le financement de l'économie guadeloupéenne à un rythme plus soutenu que dans de nombreuses géographies. Ce rapport est téléchargeable librement sur le site de l'IEDOM (<http://www.iedom.fr>).

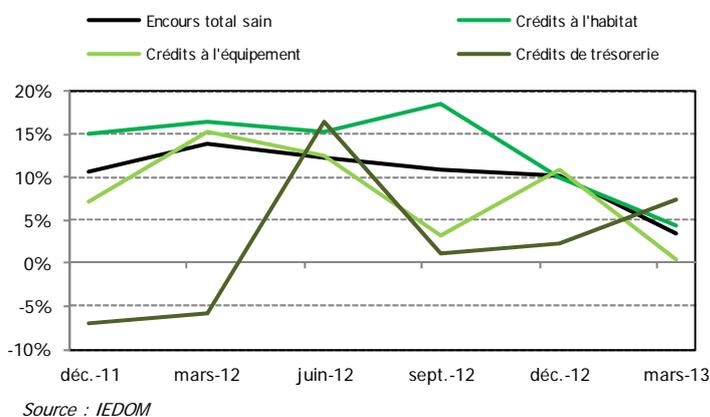
## Croissance de l'activité de financement à Saint-Barthélemy...

Dans un contexte économique favorable, l'encours des crédits sains octroyés à la clientèle de Saint-Barthélemy (206,7 M€) continue de progresser à fin mars 2013, bien qu'à un rythme ralenti (+3,5 % en rythme annuel, après +10,1 % fin 2012). Sur le trimestre, l'encours affiche cependant une légère baisse (-2 %).

L'encours détenu par les ménages croît de 6 % en rythme annuel, après +10 % à fin 2012. Cette hausse est liée au dynamisme des crédits à l'habitat (+6,1 %, soit +8,1 M€) et à la reprise des crédits à la consommation (+4,8 % après -10,8 % en décembre 2012).

À contrario, les financements consentis aux entreprises sont en retrait de 2,4 %, après une forte hausse fin 2012 (+8,4 %). L'encours des crédits à l'habitat affiche une nouvelle baisse (-9,0 %) et les crédits d'exploitation chutent de 6,0 % sur un an. Quoique positive, la progression des crédits d'investissement s'essouffle au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 (+0,5 après +11 % au trimestre précédent).

### Glissement annuel de l'encours de crédit à Saint-Barthélemy



## ... et bonne performance des actifs financiers (+6,2 %)

La collecte d'épargne se poursuit à un rythme dynamique au 1<sup>er</sup> trimestre 2013 : l'encours croît de 6,2 % en glissement annuel (après +3,9 % fin décembre 2012) pour atteindre 479,8 M€. Une forte croissance est également observée sur trois mois (+8,4 %). Cette hausse est plus marquée pour les ménages (+7,2 %) que pour les entreprises (+5,4 %).

Les dépôts à vue, principaux actifs financiers détenus par les agents (54,4%), connaissent un rebond sur un an (+9,1 % après -4,9 % en décembre 2012), reflétant un comportement de précaution de certains agents économiques. Les placements liquides ou à court terme enregistre un taux de croissance stable (+3,2 % après +3,1 % fin 2012) en dépit du recul des placements indexés sur les taux de marché (-12,2 %). Les comptes d'épargne à régime spécial affichent une hausse soutenue (+19,1 %), portés notamment par la forte croissance des livrets A (+40,9 %). En revanche, l'épargne longue reste en retrait (-1,3 %).

## BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

### Visite du Premier ministre

Le Premier ministre a effectué son premier déplacement outre-mer en Martinique et en Guadeloupe. Jean-Marc Ayrault est arrivé en Guadeloupe le 27 juin pour une visite de deux jours, ponctuée de déplacement sur le terrain et de contacts avec la population. Différents sujets ont été abordés au cours de cette visite, au titre desquels les préoccupations du moment telles que la sécurité, l'emploi, les prix de l'essence, la situation du secteur du BTP...

### Bilan Air Antilles Express

La société CAIRE qui exploite les deux compagnies Air Antilles et Air Guyane vient de clôturer son dernier exercice social avec un chiffre d'affaire estimé à 61 millions d'euros, et un résultat positif. L'année 2012 a été marquée par l'arrivée d'un 3<sup>ème</sup> ATR 42 500, un appareil de 48 places, sur les dessertes telles que Sainte Lucie et Saint-Domingue. La compagnie a par ailleurs maintenue ses positions sur les dessertes historiques entre Point-à-Pitre, Fort de France et Saint Martin. Air Antilles a également initié des partenariats avec Corsaire et Air France.

## Convention sur le microcrédit social à Deshaies

Une convention a été signée entre la Caisse régionale de Crédit agricole mutuel de Guadeloupe et la collectivité de Deshaies par le biais du Centre communal d'action sociale. Le dispositif de microcrédit social devrait permettre au CCAS de favoriser l'insertion ou la réinsertion sociale et professionnelle. L'objectif est de proposer des solutions pour faire face aux problématiques que rencontrent les personnes à faible revenus mais souhaitant créer leur propre entreprise. L'accord, d'une durée d'un an, et vise dans un premier temps l'accompagnement de 50 emprunteurs. Le protocole débouchera sur la mise en place du cautionnement solidaire du Fonds de cohésion sociale destiné à la garantie des prêts sociaux.

## Achats de Mediaserv par Canal+ et d'Outremer Télécom par Altice

La filiale Canal+ Overseas devient actionnaire principal de Mediaserv à hauteur de 51 %. L'objectif de l'opération est de développer l'activité des deux groupes en alliant leurs compétences. Créé en 1989 par le groupe Loret, Mediaserv travaille dans le secteur des réseaux et des télécommunications en Outre-mer et est présent en Guadeloupe, où la société a son siège, en Martinique, en Guyane, ainsi qu'à la Réunion. Par ailleurs, le 24 juin, AXA Private Equity, un des leaders mondiaux du capital investissement, a annoncé avoir signé un accord pour la vente de sa participation majoritaire dans la société Outremer Télécom (Only) à Altice, le fonds d'investissement spécialisé dans le câble et les télécommunications (Numéricable en France, Le Câble aux Antilles...).

## ACTUALITÉ RÉGIONALE

### Construction d'une centrale thermique à Saint-Martin

Bouygues Energies & Services, filiale de Bouygues Construction, a signé fin juin un contrat avec EDF pour la conception-réalisation d'une centrale thermique de 25 MW qui alimentera en énergie la partie française de l'île de Saint-Martin. La future centrale thermique constitue une extension de l'actuelle centrale de production. D'une durée de 24 mois, la construction de la centrale et d'un bâtiment administratif adjacent débutera à l'obtention du permis de construire, qui devrait aboutir dans un délai maximum de six mois. Ce projet mobilisera en pointe 60 collaborateurs.

### Investissement de la SEMSAMAR en baisse à Saint-Martin

La directrice générale de la SEMSAMAR Marie-Paule Bélénus-Romana, était à Saint-Martin le 4 juillet lors de la séance du Conseil territorial pour présenter aux élus les résultats, l'activité et les axes de développement de cette société d'économie mixte pour 2012. Entre 2011 et 2012, les investissements ont été réduits de moitié avec 14,5 millions d'euros en 2012, contre 27,38 millions d'euros en 2011, notamment du fait du ralentissement ou l'arrêt de plusieurs opérations de la SEMSAMAR liés à des blocages administratifs. Toutefois, des opérations significatives, telles que celles de la médiathèque, ont connu une phase opérationnelle très active et permettent à la société d'afficher une activité mandat qui représente 67 % de ses investissements à Saint-Martin en 2012.

### Lancement des travaux de réfection du ponton de Corosol à Saint-Barthélemy

Les travaux de réfection du ponton de Corosol ont été lancés début juin. Une nouvelle dalle, large de trois mètres, vient d'être coulée. L'ensemble des travaux est estimé à 320.000 euros et prévoit également l'éclairage du nouveau ponton et l'équipement d'une caméra de vidéosurveillance.

## PRINCIPAUX INDICATEURS

### INDICATEURS DE REFERENCE

					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Mai	2013	129,2 127,3	-0,3 % 0,1 %	1,2 % 0,8 %
<b>Demandeurs d'emploi</b> (Source : Direccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Mai	2013	60 930	0,0 %	5,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (Source : Douanes)	Exportations - (en cumul - millions d'euros) Importations - (en cumul - millions d'euros)		Mai	2013	126,4 1 142,9	- -	62,1 % 5,3 %
<b>Créations d'entreprises</b> (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Mai	2013	342	-17,0 %	-0,6 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Mai	2013	21 119 517	-0,5 % 2,2 %	4,7 % 38,6 %

### INDICATEURS SECTORIELS

					Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Mai	2013	148 866	-12,2 %	12,4 %
<b>Trafic maritime</b> (Source : Port autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Mai	2013	281 300 80 570	-6,3 % 13,8 %	-0,5 % 27,2 %
<b>Fréquentation des hôtels classés</b> (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Mars	2013	124	-0,8 %	6,0 %
<b>Immatriculations</b> (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Juin	2013	1 173	13,4 %	-15,7 %
<b>Consommation de ciment</b> (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Juin	2013	19 606	8,2 %	-6,0 %
			Cumul annuel		121 010	-	4,6 %

### Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,50%	02/05/2013
Taux de la facilité de dépôt	1,00%	02/05/2013
	0,00%	02/05/2013

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/13)				
ANNEE	2013	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%
							1,25%

\* hors prime d'Etat

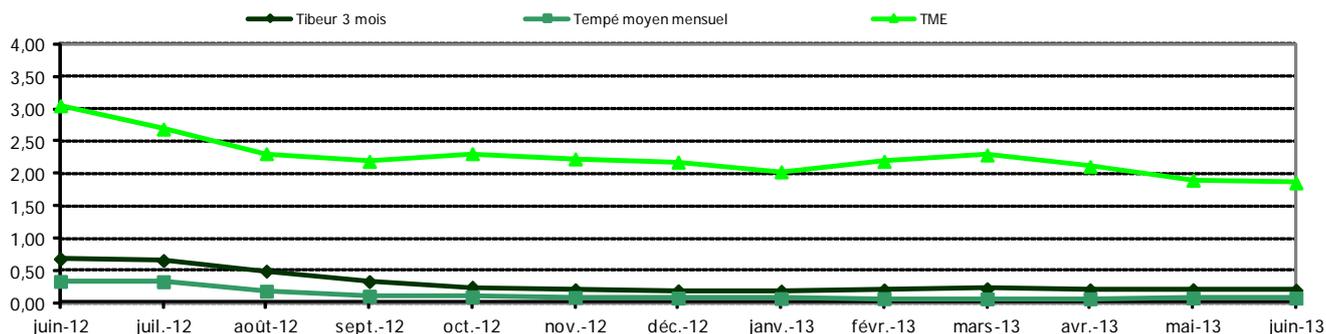
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2013)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0702%	0,0819%	0,0784%	0,0947%	0,1200%	0,2100%	0,3200%	0,5060%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
2,11%	1,90%	1,86%	2,26%	2,31%	2,10%	2,06%	2,46%

### Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts-relais	5,44%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,09%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros	15,77%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros	11,05%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

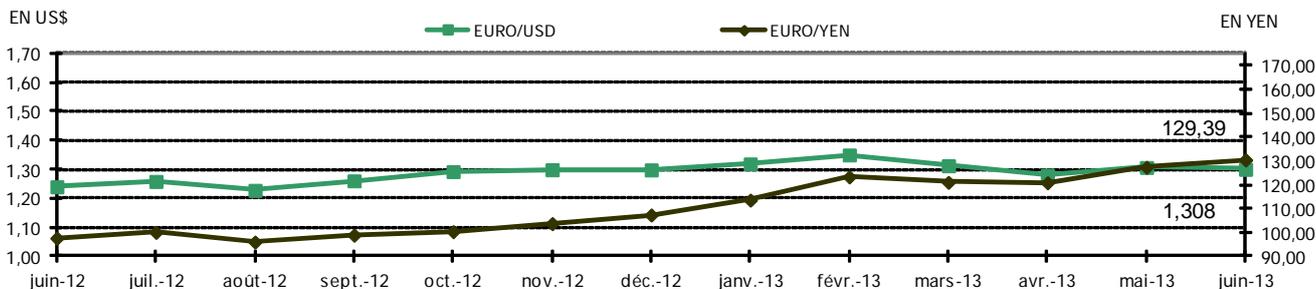
### Taux des marchés monétaires et obligataires



### Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3080	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,0704	EURO/SRD (Surinam)	4,2932
EURO/JPY (Japon)	129,3900	EURO/BWP (Botswana)	11,14320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3287
EURO/CAD (Canada)	1,3714	EURO/SCR (Seychelles)	15,51510	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,5546
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85720	EURO/MUR (Maurice)	40,4599	EURO/BBD (La Barbade)	2,6019
EURO/SGD (Singapour)	1,6545	EURO/BRL (Brésil)	2,8899	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,3392
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,1477	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,1858	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2853,0077	EURO/XCD (Dominique)	3,5126	EURO/FC (Comores)	491,96775

### Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



### Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	